Nous, syndicats et collectifs en lutte pour la défense des écoles d'art, alertons notre communauté, nos ami·es, nos collègues, nos partenaires, et interpellons vivement les directions et tutelles de nos établissements.

Alors que leurs dotations budgétaires stagnent ou régressent depuis plus de 10 ans, les écoles supérieures d'art et de design en France sont soumises à des coûts de gestion importants, liés à leur soi-disant « autonomie » et à la démultiplication de nos missions et activités. S'ajoutent à cela une inflation constante et, aujourd'hui, les coûts de la crise énergétique et de la non-compensation par l'État du dégel du point d'indice des agents de la fonction publique. Résultat : partout, ça craque !

Les mêmes causes mènent aux mêmes conséquences

Ainsi, dans la plupart de nos écoles, une grande précarité budgétaire et des situations de déficit conduisent au rabotage des moyens au service de la pédagogie (matériaux et accès aux ateliers, workshops, conférences, voyages d'étude…), à la hausse des frais d'inscription et de scolarité, au non-remboursement des frais d'inscriptions pour les étudiant·es boursier·es, à la précarisation des personnels, et même à des annonces de suppressions de postes (ÉESI Angoulême-Poitiers), voire à des menaces très concrètes de fermeture d'école (ÉSAD Valenciennes).

Aucune école n'est assurée d'être épargnée par ces risques. Dans le même temps, des attaques similaires sont menées contre l'ensemble de l'enseignement supérieur où l'on précarise, on privatise et on coupe l'accès aux études supérieures.

Face à cette situation, nous rejetons :

– La diminution des moyens alloués au travail pédagogique ;

– La hausse des frais d'inscription et de scolarité ;

– Le traitement inégalitaire entre les étudiant·es relevant du Ministère de la Culture et celleux relevant de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche (non-remboursement des frais d'inscription pour les boursier·es, bourses à la mobilité, accessibilité aux services du CROUS, etc.) ;

– La précarisation des personnels ;

– La disparition de postes (non remplacement de départs à la retraite, non renouvellement de contrats) ;

– Plus généralement, le traitement inégalitaire entre les écoles d'art et design territoriales et les écoles nationales.

Nous exigeons :

– Un comportement responsable des directions d'écoles, qui doivent œuvrer à l'amélioration de nos conditions d'étude et de travail et non se faire la courroie de transmission des logiques austéritaires et de la libéralisation de l'enseignement supérieur ;

– La consolidation de l'engagement des collectivités concernées par la présence d'écoles sur leur territoire, dans une juste répartition des charges et compétences entre municipalités, agglomérations, départements et régions ;

– Un réengagement majeur de l'État qui ne peut s'abriter derrière le statut des écoles pour abandonner ses responsabilités : un plan financier d'urgence est nécessaire !

Ceci doit permettre non seulement de faire face à la mise en danger actuelle des écoles, mais aussi de répondre à des exigences formulées sans effets depuis trop longtemps maintenant : accroissement des aides aux étudiant·es, remboursement des frais d'inscriptions pour les étudiant·es boursier·es, réfection des bâtiments, revalorisation des statuts des personnels selon le scénario défendu par les syndicats (alignement des statuts des enseignant·es des écoles d'art territoriales et nationales et revalorisations pour tous·tes).

Pour toutes ces raisons, nous appelons à une large mobilisation pour la défense des écoles d'art et de design.

Étudier est un droit, pas un privilège !

La Buse – les étudiant·es mobilisé·es de l'ÉESI Poitiers-Angoulême – Le Massicot – Séla 31 – SNAP-cgt – Snéad-CGT – STAA CNT-SO – SUD Collectivités Territoriales

Contact : interorgas-ecolesdart@proton.me